

L'an deux mil onze, le dix janvier, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

**Étaient présents :**

M. Philippe MÉREAU, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, M. Joël ANTIER, M. Pascal BEAUSSIER, Mme Marie-Claire BOUIN, M. Fabrice DAVOIGNEAU, Mme Monique GUÉRY, M. Olivier PIQUEUX, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle VILLATTE.

**Absents excusés :**

Mme Michelle CURNARIE (Pouvoir à Sophie MÉTADIER), M. Yves BANDEVILLE (Pouvoir à Monique GUÉRY), Mme Michèle GRATADE (Pouvoir à Georgette BARRAULT), M. Jean-Claude DUPAS.

**Absents :**

Mme Dominique MACÉ, Mme Estelle PATOZ, M. Frédéric DUPUIS,

Mme Marie-Claire BOUIN est élue secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

**DCM 2011-001. HORAIRES DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC**

Madame le Maire rappelle que dans le cadre de l'extinction de l'éclairage public sur la commune, il convient de délibérer afin de formaliser les horaires.

Mme le Maire rappelle que les sources de lumière générées par cet éclairage ont un impact environnemental mais aussi entraînent des dépenses d'énergie. Une économie non négligeable du coût annuel de l'éclairage public pourrait être faite en diminuant les horaires d'éclairage;

Vu les directives préconisées en matière de développement durable et d'économies d'énergie par le Grenelle de l'environnement,

Vu la démarche Agenda 21 engagée par la commune,

Mme la Maire propose au Conseil Municipal d'entériner les horaires d'éclairage public mis en place depuis février 2009, soit extinction des lumières sur les 2 axes principaux de la commune de minuit et demi à 6h00 du matin et de 23h30 à 6h00 sur le reste de la commune. Elle précise que lors des fêtes, ou en fonction des besoins ponctuels, l'éclairage public pourra être maintenu plus longtemps.

Mme GUÉRY fait part de son désaccord quant à la différence d'horaires de l'éclairage public. Elle souhaite que les horaires soient les mêmes partout (centre ville ou non). La discussion s'engage sur les horaires d'extinction (23h30 ou minuit et demi) ainsi que sur l'heure d'allumage du matin (5h30 ou 6h). Sur ce point l'unanimité est acquise pour rallumage à 6h.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 9 voix pour et 6 contre

- Décide
  - L'allumage de l'éclairage public du coucher du soleil à 0h30 et de 6h00 au lever du jour pour les lampadaires commandés à partir des horloges situées
    - Place de la Mairie
    - Carrefour du Centre
    - Rue Basse
  - L'allumage de l'éclairage public du coucher du soleil à 23h30 et de 6h00 au lever du jour pour les lampadaires commandés à partir des horloges situées
    - Rue de la Viorne
    - Rue Naudin
    - Rue de la Charbonnerie
    - Au cimetière (Parking Petite Rue des Crèmes)

Rue de la Tour Chevelleau  
Rue de Guigné  
Rue du 11 Novembre  
Rue de la Croix Gaillard  
Route de Linière  
Rue du Casse Cou

- Dit que lors des fêtes, et en fonction des besoins, l'éclairage public pourra être maintenu plus longtemps, sur tout ou partie des rues éclairées,
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

**DCM 2011-002. CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE FAISANT FONCTION D'ATSEM**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et de Régions, article 3, modifiée par la loi du 22 juillet 1982, complétée par l'article 113 de la loi du 26 janvier 1984,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Il s'avère nécessaire de créer un poste d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> Classe faisant fonction d'ATSEM, afin d'assurer le remplacement d'une ATSEM partant à la retraite.

Cet adjoint technique de 2<sup>ème</sup> Classe assurera les taches qui lui seront confiées à raison d'une durée hebdomadaire de 35/35<sup>ème</sup> (définie selon la modalité de l'annualisation). Mme la Maire propose la création de ce poste à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de créer un poste d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe faisant fonction d'ATSEM à raison de 35/35<sup>ème</sup>
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier
- Dit que les crédits nécessaires à toute création de poste seront inscrits au budget 2011

**DCM 2011-003. AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et de Régions, article 3, modifiée par la loi du 22 juillet 1982, complétée par l'article 113 de la loi du 26 janvier 1984,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Compte tenu de l'augmentation des surfaces de bureaux de la mairie, il s'avère nécessaire d'augmenter le temps de travail du poste d'adjoint technique de 5/35<sup>ème</sup> afin d'assurer leur entretien.

Cet adjoint technique assurera les taches qui lui seront confiées à raison d'une durée hebdomadaire de 33/35<sup>ème</sup> (définie selon la modalité de la annualisation)

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'augmenter le temps de travail du poste d'adjoint technique de 28/35<sup>ème</sup> à 33/35<sup>ème</sup>
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier

#### **DCM 2011-004. TABLEAU DES EMPLOIS**

Mme le Maire expose au Conseil Municipal qu'en raison de l'évolution de la structure communale, et des tâches afférentes à chacun des emplois pourvus, il s'avère nécessaire de remettre à jour le tableau des emplois de la commune au 1er janvier 2011.

M. MÉREAU propose de supprimer le poste de secrétaire de mairie et d'établir un nouveau tableau des emplois.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'établir le tableau des emplois de la commune de Beaulieu-Lès-Loches comme suit :

| GRADE   | TEMPS DE TRAVAIL | POSTE POURVU | NON POURVU |
|---|------------------|--------------|------------|
| ATTACHÉ   | 35/35            | 1            | 0          |
| ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPALE DE 2 <sup>ème</sup> CLASSE           | 35/35            | 1            | 0          |
| ADJOINT ADMINISTRATIF DE 2 <sup>ème</sup> CLASSE                      | 35/35            | 1            | 0          |
| ATSEM PRINCIPALE DE 2 <sup>ème</sup> CLASSE                           | 35/35            | 2            | 0          |
| AGENT DE MAÎTRISE   | 35/35            | 1            | 0          |
| ADJOINT TECHNIQUE DE 2 <sup>ème</sup> CLASSE                          | 35/35            | 5            | 0          |
| ADJOINT TECHNIQUE DE 2 <sup>ème</sup> CLASSE                          | 33/35            | 1            | 0          |
| ADJOINT TECHNIQUE DE 2 <sup>ème</sup> CLASSE FAISANT FONCTION D'ATSEM | 35/35            | 1            | 0          |
| GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE  | 35/35            | 1            | 0          |

- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier

#### **DCM 2011-005. ADHESION DE COMMUNES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL "CAVITES 37"**

Madame le Maire informe le Conseil Municipal de la demande d'adhésion des communes de Cigogné, Rivarennnes, Villebourg et Beaumont La Ronce au Syndicat Intercommunal "Cavités 37" (syndicat pour la surveillance des cavités souterraines et des masses rocheuses instables d'Indre et Loire).

La Commune de Beaulieu-Lès-Loches, en tant que membre du Syndicat Intercommunal CAVITES 37 doit se prononcer ces demandes. Madame le maire propose au Conseil Municipal d'accepter ces adhésions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Accepte l'adhésion des communes de Cigogné, Rivarennnes, Villebourg et Beaumont La Ronce au Syndicat Intercommunal « Cavités 37 ».
- Autorise Mme Le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

**DCM 2011-006. ASTER : REMBOURSEMENT**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la société ASTER Assurances a adressé à la mairie un chèque de 3 446.26 € en remboursement des indemnités journalières de congés de maladie d'un employé pour la période du 20/5/2010 au 19/06/2010 (1 035.87 €) et de longue maladie d'un autre employé pour la période du 26/08/2010 au 30/11/2010 (2 410.39 €).

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter ces remboursements.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'accepter, la somme de 3 446.26 € d'ASTER Assurances pour le remboursement des indemnités journalières de congés maladie et de longue maladie.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**DCM 2011-007. PRIX DES TICKETS DU SPECTACLE SANTA KLAUS**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'un spectacle musical Santa Klaus a été organisé par la commune le 19 décembre aux Templiers. La commission culture patrimoine tourisme avait décidé le prix des entrées : 5 €, pour les adultes accompagnants des enfants et gratuit pour les enfants de moins de 12 ans.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Entérine la décision de la commission culture patrimoine tourisme

**DCM 2011-008. DEMANDES DE SUBVENTIONS POUR L'ESPACE PUBLIC NUMERIQUE (EPN) ET DU MATÉRIEL LASER POUR LA BIBLIOTHEQUE**

Mme le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est prévu d'installer un Espace Public Numérique (EPN) dans la bibliothèque en travaux. Il est nécessaire d'acquérir pour l'EPN deux ordinateurs et une imprimante ; ainsi qu'une douchette laser pour la bibliothèque.

Mme le Maire propose, de déposer des dossiers de demandes de subventions pour financer ce matériel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de solliciter la DRAC, le Conseil Général et l'État.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**DCM 2011-009. AUTORISATION DE DEPOT D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE SUR UNE PARCELLE APPARTENANT A LA MAIRIE**

Mme le Maire explique que suite à la délibération du Conseil Municipal n° 86 – 2010, autorisant la vente d'une parcelle de terrain sur la ZA de Linière à M. Chaumette, celui-ci projette de déposer une demande de permis de construire sur la parcelle n° AL 368 appartenant à la commune. Tant que le compromis de vente n'est pas signé, il est nécessaire d'autoriser M. Chaumette à déposer ce PC.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser M. Chaumette à déposer, dès maintenant une demande de PC.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Autorise M. Chaumette (ou son Entreprise) à déposer une demande de permis de construire sur la parcelle cadastrée section : AL n° 368 appartenant à la commune,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**DCM 2011-0010. PAIEMENT D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES A UN AGENT COMMUNAL**

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'un agent communal (ATSEM) a effectué un certain nombre d'heures supplémentaires (16 h 40 au total). Jusqu'à présent ces heures supplémentaires, résultant de l'annualisation du temps de travail, étaient récupérées dans leur intégralité aux périodes de vacances. Du fait de son départ à la retraite, cet agent communal ne peut récupérer ces heures.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de lui payer ces heures avant son départ.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de payer les 16 h 40 supplémentaires à cet agent communal,
- Autorise Mme le Maire à produire et à signer les documents nécessaires à cette décision.

**DCM 2011-0011. DEMANDE D'AGRÈMENT « SERVICE CIVIQUE »**

Mme le Maire expose au Conseil Municipal : le Service Civique permet à tous ceux qui le souhaitent de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois dans une mission au service d'une association, d'une fondation, d'une organisation non gouvernementale à but non lucratif, ou auprès d'un organisme public : collectivités locales (régions, départements, communes), établissements publics ou administrations de l'Etat. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans et est un engagement citoyen reconnu ; une chance de vivre de nouvelles expériences, l'opportunité de se rendre utile et de faire bouger la société. Cette expérience est reconnue et valorisée dans le parcours de ceux qui l'ont faite.

Le Service civique permet de porter avec le jeune un projet dans différents domaines d'action: Solidarité, Santé, Éducation, Culture et Loisirs, Sport, Environnement, Mémoire et Citoyenneté, Développement International et Actions Humanitaires ou Intervention d'urgence.

D'une manière pratique la durée hebdomadaire est impérativement d'au moins 24 heures. Ce n'est pas un emploi, le volontaire peut cumuler service civique et emploi salarié ou service civique et études. Le Service Civique peut-être mutualisé avec une autre collectivité ou une association. La structure d'accueil verse au volontaire une prestation mensuelle d'un montant de 100 € correspondant à la prise en charge des frais d'alimentation ou de transport. Une indemnité de 440 € net/mois est directement versée au volontaire par l'Etat, quel que soit la durée hebdomadaire de la mission. Les indemnités sont non imposables. Le service civique ouvre droit au bénéfice d'une couverture sociale complète financée par l'Etat, mais pas aux allocations chômage.

Pour accueillir des volontaires en service civique, il faut un tuteur au sein de la structure et la collectivité doit être agréée par l'Agence du service civique.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de l'autoriser à demander l'agrément auprès de l'Agence du service civique pour pouvoir le cas échéant accueillir un volontaire désirant effectuer son service civique à Beaulieu-Lès-Loches.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'autoriser Mme le Maire à demander l'agrément auprès de l'Agence du service civique, pour des missions de type Solidarité, Éducation, Culture et Loisirs, Sport, Environnement, Mémoire et Citoyenneté.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**DCM 2011-0012. LIGNE DE TRÉSORERIE**

Mme Georgette Barrault explique au Conseil Municipal que les dépenses de la commune sont importantes en début d'année (paiement des travaux exécutés en fin d'année, versement des salaires de janvier, etc....) et les recettes peu importantes (attente des subventions, du reversement des impôts locaux). Par mesure de précaution elle propose au Conseil Municipal de mettre en place une ligne de trésorerie pour des besoins ponctuels pour un montant de 300 000 €.

Plusieurs établissements bancaires ont été consultés (Dexia, Banque Populaire, Crédit Mutuel, Crédit Agricole, Caisse d'Épargne Loire Centre et Société Générale). M. Yves Bandeville et Mme Georgette Barrault ont étudié les différentes conditions et proposent de retenir la Banque Populaire pour un montant de 300 000 €, avec les conditions suivantes : EURIBOR 3 mois + 0.50%, appel de fond : 10 000 € minimum sans frais, pas de frais de dossier, pas de commission d'engagement.

Mme le Maire demande au Conseil Municipal l'autorisation d'engager la commune auprès de l'établissement bancaire le plus intéressant soit la Banque Populaire

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'autoriser Mme le Maire à ouvrir une ligne de trésorerie auprès de la Banque Populaire pour un montant de 300 000 €.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

**DCM 2011-0013. CHOIX DE L'ENTREPRISE POUR LES CONTROLES TECHNIQUES ET LA MISSION SPS POUR LES TRAVAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DU LOGEMENT RUE DE GUIGNÉ**

Mme le Maire demande au Conseil Municipal le rajout de cette délibération. Le Conseil Municipal à l'unanimité accepte.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 15 mars 2010, il avait décidé de restaurer le bâtiment de l'ancien logement de La Poste et les bâtiments annexes afin d'y installer une bibliothèque et un logement.

La bibliothèque sera un établissement recevant du public aussi il est nécessaire de procéder à des contrôles techniques ainsi que pour le logement. D'autre part, plusieurs entreprises se trouveront en même temps sur le chantier et une mission SPS (Sécurité et Protection de la Santé) est obligatoire. Quatre entreprises ont été consultées dont les propositions sont les suivantes :

- APAVE : contrôles techniques pour 7 511,50 € HT ; pas de SPS.
- SOCOTEC : contrôles techniques pour 6 730 € HT et SPS 2 205 € HT soit un total 8 935 € HT.
- QUALICONSULT : montant global de 8 200 € HT pour contrôles et SPS.
- ASCODIE + : seulement le SPS pour 2 186 € HT (variante à 1 481,20 € HT).

Madame le Maire propose de retenir l'entreprise QUALICONSULT

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide de retenir l'entreprise QUALICONSULT pour un montant de 8 200 € HT pour les contrôles techniques et la mission SPS des travaux de la bibliothèque et du logement,
- Autorise Madame le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

### **INFORMATIONS DIVERSES**

Le dîner des conseillers aura lieu le vendredi 21 janvier à 19h30, Nous n'avons pas encore toutes les inscriptions. Les conseillers présents ce jour font part de leur présence.

Les Vœux :

- Jeudi 13.01 19h à Chambourg
- Vendredi 14.01 19h à Ferrière
- Samedi 15.01 16h à St Bauld, 18h Bridoré, 19h30 Chédigny
- Vendredi 21.01 19h à Sennevières
- Samedi 22.01 18 h à St Quentin, 18h30 St Senoch
- Lundi 24.01 18 h au SIVOM
- Mercredi 26.01 18h au CIAS
- Jeudi 27.01 18h CCLD à Reignac : tous les conseillers sont particulièrement invités à ces vœux
- Vendredi 28.01 20h à Beaulieu Mme le Maire demande aux conseillers de venir à cette cérémonie
- Samedi 29.01 11h45 à Verneuil

Le mercredi 19.01 à 17h30, il y aura une réunion interne d'organisation de l'AG des Beaulieu de France. Puis une réunion publique aura lieu le 5.02 à 15h.

Jeudi 13.01 à 19 h au Templiers : "Mille lectures d'hiver" organisé par Page à Page.

Mardi 1er février à 17h : pot de départ à la retraite de Marie-Thérèse MURZEAU et remise de médailles du travail pour plusieurs agents communaux.

Vendredi 4 février 2011 à 19h : Loto Famille Rurales à Agnès Sorel à Loches.

Point sur les travaux de la Bibliothèque :

Les marchés de travaux ont été signés avec les entreprises mercredi dernier. Le chantier commencera le 31 janvier. La réception des travaux est prévue pour septembre. Il y aura réunion de chantier tous les mercredis matin à 9h, à partir du 26.01. Les comptes-rendus seront envoyés aux membres de la commission des bâtiments par l'architecte.

Suite à une interpellation d'une Bellilocienne, Mme Le Maire rappelle que le bureau de Poste de Beaulieu deviendra une Agence Postale Communale, et qu'il est hors de question de fermer la Poste.

Le vote du budget aura lieu le 7 mars.

La séance s'est terminée à 21h30.

La prochaine séance du Conseil Municipal se tiendra le 7 février 2011 à 20 h30.

La Secrétaire de Séance

Marie-Claire BOUIN